Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 23 (1996)

Heft: 3

Artikel: La situation actuelle de l'économie suisse : le climat est plus morose que la situation réelle

Autor: Kappeler, Beat

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912432

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La situation actuelle de l'économie suisse

Le climat est plus morose que la situation réelle

L'économie suisse continue d'attendre la reprise. Certes, il ne faut pas dramatiser la situation; toujours est-il que les problèmes persistent. La population, peu rassurée, se voit proposer des remèdes contradictoires.

*Beat Kappeler**

La situation économique au cours du 1er semestre 1996 a plongé la population suisse dans un grand désarroi. Le commerce de détail a stagné, dans le secteur du tourisme les nuitées ont fortement baissé et la construction a été freinée par le nombre croissant de locaux commerciaux et d'habitation vides; les places d'apprentissage sont devenues rares; le nouveau géant de la chimie à Bâle a annoncé des suppressions massives d'emplois et les grandes banques ont laissé entrevoir des mesures semblables dans un proche avenir.

Problèmes tenaces

Une fois de plus, le climat était plus morose que la situation réelle, si l'on compare les principaux indicateurs économiques avec ceux des autres pays, notamment de nos voisins européens. En effet, les exportations se sont d'une façon générale bien maintenues, la Banque nationale a baissé les taux d'intérêt et augmenté la masse monétaire et le taux de chômage est inférieur de moitié à ceux de l'Allemagne ou de la France. Néanmoins, les problèmes s'avèrent tenaces et rares sont ceux qui pensent qu'une prochaine reprise de l'économie va les balayer.

Divers sondages d'opinion indiquent que la situation de l'emploi est le principal souci des gens. Avec actuellement un taux de chômage un peu supérieur à quatre pour cent et en légère augmentation, la Suisse atteint un seuil qu'on ne pensait plus jamais revoir. Le taux des sans-emploi est deux fois plus fort en Suisse latine qu'en Suisse alémanique; le Tessin a un taux quatre fois plus important que la Suisse centrale; et s'agissant des jeunes, comme c'est le cas pour les aînés, le chômage est inférieur à la moyenne nationale en Suisse alémanique. Différentes raisons ont été avancées pour expliquer ces distorsions: le boom de la construction aurait été plus fort en Suisse romande, la quote-part de l'Etat plus élevée ou encore il y aurait davantage de personnes qui arrivent sur le marché du travail que dans la partie alémanique du pays.

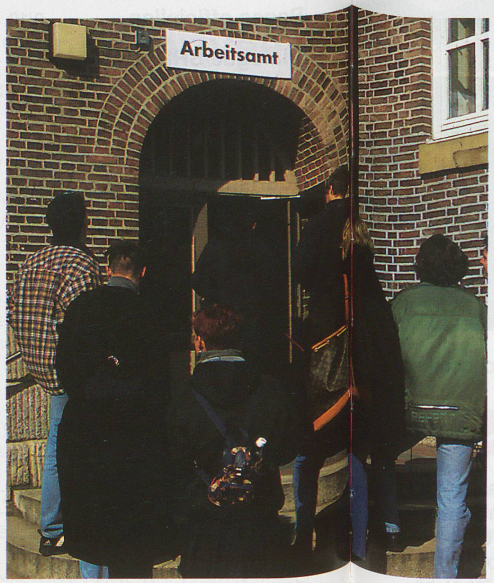
La proportion d'étrangers parmi les chômeurs augmente continuellement et atteint déjà 45%; celle des personnes non qualifiées s'élève à 41%. Ce déséquilibre trahit la politique d'immigration de la Suisse dans les années quatre-vingt. On a surtout laissé entrer des saisonniers, qui représentaient une main-d'œuvre bon marché. Lorsque, après quatre ans, ces derniers changent d'emploi, leur employeur les remplace par de nouveaux saisonniers. Comme la Suisse n'accorde pas la libre circulation des personnes, les étrangers qui perdent leur emploi préfèrent toucher chez nous des indemnités de chômage plutôt que d'essayer de trouver un emploi dans leur pays d'origine, car il n'ont aucun droit de revenir travailler en Suisse. Nous sommes là en présence d'une embûche que nous nous sommes imposée nous-mêmes.

Mesures d'économie

De son côté, la politique monétaire est dans une situation embarrassante. Malgré l'action de la Banque nationale, qui injecte – trop tard selon certains – davantage d'argent à des taux plus avantageux dans l'économie du pays, l'effet d'expansion n'atteint pas l'ampleur souhaitée, car les collectivités publiques doivent dans le même temps imposer de sévères mesures d'économie. La politique monétaire et la politique fiscale s'annulent donc mutuellement en quelque sorte; l'une favorise le pouvoir d'achat, l'autre le réduit. Cela va continuer ainsi pendant de nombreuses années encore, car si les communes ont commencé à équilibrer leurs budgets, les cantons et la Confédération doivent encore faire d'importants efforts d'économie. A lui seul, l'intérêt de la dette publique en forte croissance nous obligera à comprimer de nombreuses autres dépenses courantes.

La demande privée ne comble pas ce vide. Le boom provoqué en 1994 et 1995 par les mesures de rationalisation de l'économie s'affaiblit et le revenu des ménages n'augmente pas. Le niveau des revenus réels est à peu près le même qu'au début des années nonante. Les revenus réels ont même baissé ici ou là du fait de la hausse des charges pour les assurances sociales et les assurances-maladie et des suppressions d'emploi ou de la transformation d'emplois à plein temps en emplois à temps partiel. C'est donc de l'étranger que devrait venir une impulsion notable.

Mais dans le climat négatif qui est celui des économies des pays européens, on ne saurait attendre une telle impulsion. Pendant tout l'hiver, le cours du franc suisse a continué à être trop élevé et ce n'est qu'au printemps qu'on a pu espérer un niveau plus normal. La délocalisation s'est poursuivie au même rythme, en partie pour des raisons de coûts, en partie parce que la Suisse ne fait pas partie de l'Union européenne.



Des jeunes devant l'Office du travail. Le chômage et la pénurie de places d'apprentissage leur donnent du fil à retordre. (Photos: RDZ)

L'amincissement du tissu industriel de l'Allemagne est inquiétant également, car la Suisse est un bon fournisseur de ce pays jadis dynamique.

Le cours du franc n'est pas seulement déterminé par des facteurs fondamentaux, comme les indices de pouvoir d'achat. Mais la perspective, probable depuis décembre 1995, de l'Union monétaire européenne a tendance à faire monter le franc suisse. A la moindre instabilité de l'Union monétaire, l'argent se réfugie dans le franc suisse. En cas de stabilité et d'intégration de la plupart des monnaies des pays membres, les investisseurs étrangers souhaitent une diversification dans d'autres monnaies et le franc suisse s'offre à eux. La banque d'émission n'a pas encore défini la parité du franc suisse par rapport à l'euro, si bien que l'incertitude persiste.

Chez les acteurs économiques, l'ambiance est à la morosité, ce qui est bien compréhensible. Les observateurs d'outremer accueillent avec surprise l'opinion dominante en Europe selon laquelle il faudrait travailler moins pour sortir des difficultés. Beaucoup ne peuvent pas s'imaginer qu'il puisse y avoir assez de travail avec les progrès de la technique. Ils demandent plutôt davantage de réglementations et de mesures sociales.

Les autorités en revanche misent sur la libéralisation du marché intérieur suisse. Elles ont instauré des règles plus strictes en matière de concurrence, démantelé les entraves techniques au commerce et libéralisé les commandes publiques; des mesures de libéralisation de la poste, des télécommunications et des transports sont annoncées. Les horaires de travail doivent à l'avenir être assouplis, y compris pour les femmes et la nuit.

L'expérience en grandeur nature des conceptions de réglementation et de libéralisation dans l'économie suisse s'annonce passionnante. ■

*Beat Kappeler est collaborateur régulier de «Die Weltwoche» et de «L'Hebdo»

«Chambres libres» – Le tourisme souffre lui aussi de la récession et du cours élevé du franc suisse.

Interview avec le professeur Remigio Ratti

«Redécouvrir la solidarité»

Monsieur Ratti, la Suisse est en crise, traumatisée par le chômage, avec des salaires bloqués et des finances publiques dans les chiffres rouges. Que s'est-il passé?

Economiquement, la Suisse des années nonante diffère fortement de ce qu'elle était avant. La principale différence – pour reprendre mon interprétation* – est d'ordre structurel plutôt que conjoncturel. Nous nous trouvons dans une phase de transition caractérisée par la globalisation des marchés, de l'économie en général et de la société. Cette nouvelle situation exige une présence directe de la Suisse sur les marchés étrangers et, en même temps, une ouverture de notre économie intérieure. Aussi l'Etat cherche-t-il à démanteler les entraves protectionnistes qui empêchent le jeu de la concurrence. Tandis que les investissements de notre pays à l'étranger ont augmenté (passant de 110 milliards de francs en 1991 à 140 milliards en 1994, ce qui a contribué à créer plus d'un million d'emplois à l'étranger), l'économie helvétique perd des points.

Remigio Ratti est professeur de sciences économiques à l'Université de Fribourg et directeur de l'«Istituto di ricerche economiche del canton Ticino» à Bellinzone. L'année dernière, il a été élu au Conseil national sur la liste démocrate-chrétienne.

La crise frappe plus durement la Suisse latine que la Suisse alémanique. Cela ne risque-t-il pas de miner la cohésion nationale et donc les fondements même de notre pays?

Le problème est le suivant: la Confédéra-